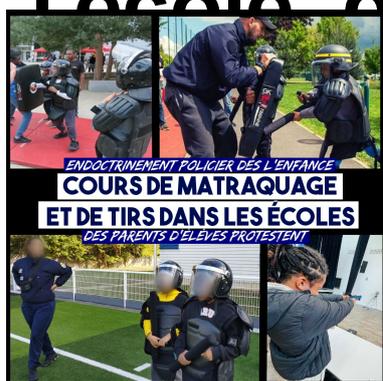


<https://ricochets.cc/Chronique-du-systeme-policier-francais-fichage-d-enfants-entrainement-policier-des-l-e-cole-grevistes-traites-en-terroristes-puni-pour-des-idees-gaz-et-LBD-contre-les-lyceens-morts-pour-refus-d-optemperer.html>



Chronique du système policier français : fichage d'enfants, entraînement policier dès l'école, grévistes traités en terroristes, puni pour des idées, gaz et LBD contre les lycéens, morts pour refus d'optemperer...



Date de mise en ligne : jeudi 20 octobre 2022

es, puni pour des
z et LBD contre les

Copyright © Ricochets - Tous droits réservés

- Les Articles -

Le système policier français est toujours plus immonde et brutal, il étend sans fin ses tentacules asphyxiantes.

Pour n'importe quel problème, tension ou protestation, le « remède » principal du régime est la répression policière, le contrôle et la surveillance.

Le système policier made in france c'est un mélange de brutalité crasse et de technologies numériques high tech automatisées de plus en plus intrusives et omniprésentes.

On inculque aux plus jeunes l'obéissance et la sympathie pour la répression policière (en espérant qu'ils se comportent plus tard comme un bon flic), tandis que les ados qui oseraient encore malgré tout se rebeller sont matés féroceement.

La seule observation de ce système policier suffit à disqualifier définitivement l'Etat et les gouvernements, à vouloir se libérer de toutes les sociétés de masse administrées quel que soit leur dosage Etat/capital ou leur degré d'enfumage pseudo-démocratique.

Mais hélas il semble que la plupart des humains modernes aiment ou font avec ce système carcéral qui va avec le techno-monde qu'ils n'osent pas remettre en cause.

Heureusement, diverses résistances persistent, prêtes pour participer aux prochains éventuels embrasements.



Même l'association non-violente Alternatiba est accusée de séparatisme par un préfet ! Bientôt les adeptes des tortillas seront classés eux-aussi séparatistes et expulsés ?

<L'ASSOCIATION NON-VIOLENTE ALTERNATIBA ACCUSÉE DE SÉPARATISME

- Le préfet de Poitiers veut punir l'association

En 2021, le gouvernement Macron faisait voter une énième loi liberticide : la loi dite « séparatisme ». Elle élargissait massivement pour les autorités la possibilité de dissoudre des associations dites « séparatistes », et donnait de nouveaux moyens de répression à la police et à la justice.

Qu'est ce que le « séparatisme » ? Personne ne le sait vraiment. La notion de « séparatisme » est généralement utilisée par des régimes autoritaires, pour désigner un ennemi intérieur. Le régime Chinois

qualifie la minorité Oighoure de « séparatiste » pour justifier l'envoi en camp de travail de centaines de milliers de personnes. L'autocrate turc Erdogan désigne la minorité kurde comme « séparatiste ». Les indépendantistes algériens étaient qualifiés de « séparatistes » par l'armée française. Même dans Star Wars, les « séparatistes » sont les grands méchants. Et en France ? A entendre Gérard Darmanin, tous ceux qui ne sont pas « républicains » et pro-police sont « séparatistes ». Si vous voulez rester dans les clous, on vous conseille de porter un béret, manger des jambons-beurre, chanter la Marseillaise tous les matins et voter Macron.

Avec le « séparatisme », tout va très vite. Le Comité Contre l'Islamophobie en France est dissout, puis la Coordination contre le Racisme et l'Islamophobie, accusée « d'appel à la haine » dès 2021. Concrètement, le décret de dissolution explique qu'un représentant de cette association aurait « proféré des propos incitant les jeunes des quartiers populaires à se rebeller » lors d'une « manifestation visant à dénoncer la partialité des forces de l'ordre, présentées comme islamophobe ». **Dénoncer le racisme, l'islamophobie, appeler à la lutte justifie donc la dissolution administrative d'une association. Une attaque gravissime contre la liberté d'expression.**

Début 2022, c'est notre média, Nantes Révoltée, qui est visé par une procédure de dissolution car il s'en « prend aux forces de l'ordre » selon Gérard Darmanin. Puis ce sont deux associations de soutien à la Palestine, et le collectif antifasciste lyonnais GALE. Dans la foulée, le Ministère de l'Intérieur met en scène la traque de l'imam Iquioussen pendant tout l'été. Accusé d'antisémitisme et de sexisme, il est rangé lui aussi dans la case « séparatiste ». Que l'extrême droite se rassure, le sexisme et le racisme tant qu'ils restent bien franchouillards, eux, restent acceptés au sommet de l'Etat.

Autre effet de la loi dite « séparatisme », un « contrat d'engagement républicain » est imposé en toute discrétion en 2022. Désormais, toute association recevant des subventions doit formellement s'engager à « respecter les principes de liberté, d'égalité, de fraternité et de dignité de la personne humaine, ainsi que les symboles de la République » ou encore à « s'abstenir de toute action portant atteinte à l'ordre public. » Derrière ces mots, c'est la possibilité de neutraliser toute structure qui ne se soumet pas, ou qui émet un jugement critique à l'égard du pouvoir.

Résultat à Poitiers le samedi 17 et dimanche 18 septembre 2022, au Village des Alternatives, un festival « citoyen » voulait proposer « des solutions face aux enjeux sociaux et environnementaux ». **On fait difficilement plus gentil. Parmi les stands, une formation à la « désobéissance civile » de l'association non-violente Alternatiba se retrouve visée par le Préfet Jean-Marie Girier.**

Il réclame la coupure des subventions à l'association. Ce représentant de l'État invoque très sérieusement le « contrat d'engagement républicain » et le « séparatisme » pour punir cette structure. Pourtant Alternatiba n'est pas vraiment ce qui se fait de plus radical. Association légale, écologiste bon tein, systématiquement du genre à appeler au calme en manifs, à faire des sit-in et à dénoncer les manifestants dits « violents ». Par exemple, leur atelier préconise notamment de « toujours rester poli, calme et patient face aux uniformes ». **Si même Alternatiba est « séparatiste », alors il faut interdire tous les collectifs anticapitalistes et écologistes du pays !**

Vous pensiez vraiment qu'avec la « loi séparatisme », le pouvoir allait s'arrêter aux associations musulmanes ? Même une structure aussi inoffensive posant la non-violence comme principe d'action se retrouve en-dehors du champ républicain. Demain, c'est vous, nous, tout le monde.



Chronique du système policier français : fichage d'enfants, entraînement policier dès l'école, grévistes traités en terroristes, puni pour des idées, gaz et LBD contre les lycéens, morts pour refus d'obtempérer
Apprentissage des techniques de répression policière aux écoliers, le formatage commence très tôt

4 ÉCOLE : DES POLICIERS APPRENNENT LA RÉPRESSION À DES ENFANTS DE 10 ANS

Des coups de matraque, des gilets pare balles, des entraînements au tir... pour des enfants de CM1 et CM2, âgés d'une dizaine d'années ! La scène, tout simplement ahurissante, a eu lieu en France, à Saint-Denis le 27 septembre dernier. Des élèves de primaire de l'école Paul Langevin ont participé à une journée présentée comme « sportive citoyenne ». Elle était animée par une association, ou plutôt un lobby de policiers baptisé « Raid Aventure ». En réalité, il s'agissait d'une initiation à la répression, un endoctrinement d'enfants aux violences d'État. Les élèves ont pu enfiler des casques, donner des coups de tonfa, prendre une arme en main... En présence de policiers, sans que les parents n'aient été informés.

Des parents d'élèves ont protesté publiquement, par une lettre ouverte adressée au maire de la ville, à l'inspecteur d'éducation et au préfet. Ils expliquent que « sur le temps scolaire, nos enfants ont été emmenés par l'école à une journée présentée très brièvement comme "sportive et citoyenne" [...] Nous étions partagés, certains d'entre nous accueillant l'initiative plutôt favorablement, d'autres ayant exprimé leur inquiétude. » Tous ont été scandalisés par « le retour des enfants à l'issue de cette journée » : cet « atelier » n'avait rien de « citoyen » : « les enfants ont été déguisés en policiers et équipés d'une matraque voire d'un gilet pare-balle et encouragés à courir, d'autres ont été entraînés à tirer avec des pistolets laser. L'atelier consacré aux premiers secours n'était pas en service. Et les élèves n'étaient même pas accompagnés d'un enseignant ! »

Un fichage policier d'enfants dans un cadre scolaire

Pour couronner le tout, « des policiers ont demandé et noté sur leur portable le nom, l'âge, voire l'adresse de certains enfants. Quelle est la légitimité et l'objet de ce recueil parfaitement illégal de données ? » s'interrogent les parents. **Un fichage policier d'enfants dans un cadre scolaire.**

Cette opération n'est malheureusement pas isolée. L'association Raid Aventure, fortement soutenue par les autorités, multiplie les initiatives. Sur les réseaux sociaux, la structure affiche de nombreux « ateliers » : à Poissy le 7 octobre, 500 élèves en classe de 3e des collèges ont suivi une « formation » animée par des policiers. Le 28 septembre c'était à Toulouse. Quelques jours plus tôt, des collégiens de la ville de Méru, dans l'Oise. Cet été, c'était à Strasbourg que des adolescents suivaient un atelier « menottage » avec la même structure. À chaque fois, les images montrent des enfants en tenue de maintien de l'ordre, qui frappent, tirent sur des cibles, montent sur des motos de police...

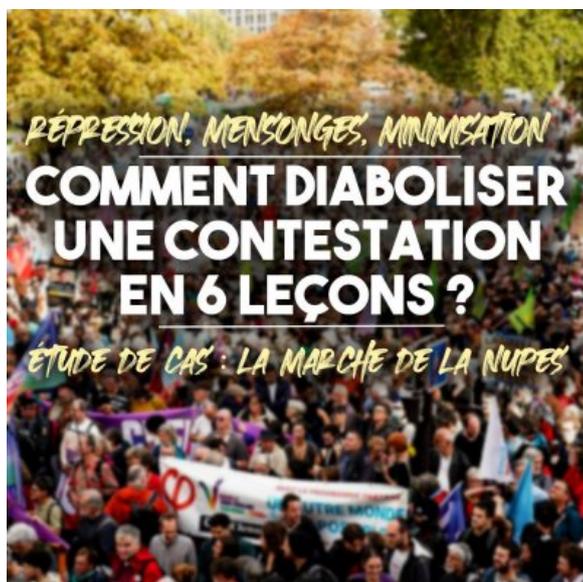
Raid Aventure prétend organiser « une initiation aux techniques de maîtrise d'un individu et de self-défense », des « démonstrations du savoir-faire des forces de sécurité » ou un « atelier de découverte des gestes et techniques professionnels en intervention ». Il s'agit évidemment d'un endoctrinement délibéré, avec la complicité de l'Éducation Nationale. L'État ne recrute pas assez de professeurs, des centaines de classes manquent de personnel pour enseigner des matières essentielles, les réseaux prioritaires n'ont plus de moyens, mais **des dizaines de flics sont envoyés auprès de mineurs pour leur montrer comment matraquer. Et plusieurs milliards d'euros sont consacrés au SNU, un stage militaro-patriotique pour lycéens. Ce pays bascule dans la folie. Les enseignants complices de ces opérations devraient être couverts de honte.**

Macron militarise et endoctrine la jeunesse à marche forcée

Ce genre de manoeuvres porte un nom : la contre-insurrection. C'est une doctrine militaire visant à obtenir le soutien de la population dans le cadre d'un conflit armé. Il s'agit de mener des actions de propagande en parallèle des actions de répression, pour obtenir l'adhésion des habitants et donc isoler les opposants. Cette doctrine, élaborée en France, a été utilisée lors des guerres coloniales puis exportée dans de nombreux régimes autoritaires. Derrière l'aspect « loisir », habituer dès le plus jeune âge la population aux pratiques policières et militaires n'a rien d'anodin.

À présent le Secrétariat à la Jeunesse est mis sous tutelle du Ministère des Armées. Macron militarise et endoctrine la jeunesse à marche forcée. Les jeunes doivent être des futurs flics, de la chair à canon ou de la chair à patron. Pas d'autres perspectives. Aucune différence avec un gouvernement d'extrême droite. Aucune. Mais si Marine Le Pen organisait de tels stages, beaucoup plus de monde se scandaliserait.

À quand de vrais « ateliers » utiles pour la jeunesse ? Riposter à l'extrême droite, se défendre en manifestation, désertier le SNU, bloquer un lycée, nourrir son esprit critique, défendre la nature, faire des graffitis politiques ? Il y a urgence.



Chronique du système policier français : fichage d'enfants, entraînement policier dès l'école, grévistes

traités en terroristes, puni pour des idées, gaz et LBD contre les lycéens, morts pour refus d'obtempérer
Diaboliser toute contestation et blanchir toute exaction policière : démocratie ?!

! MARCHE CONTRE LA VIE CHÈRE : COMMENT DIABOLISER UNE MANIFESTATION EN 6 LEÇONS

Ce dimanche 16 octobre, plusieurs dizaines de milliers de personnes, autour de 140.000, ont marché à Paris pour la justice sociale et climatique, alors que les grèves se multiplient en France. Une foule dense qui répondait à l'appel de la NUPES. Pourtant, cette manifestation bon enfant a subi un feu roulant d'attaques médiatiques et policières, une guérilla politique. Étude de cas.

« Étape 1 : la manifestation du 16 octobre est annoncée, et commence à trouver un écho national. Jean-Luc Mélenchon tweete début octobre : « Le 5 et le 6 octobre 1789 les femmes marchent sur Versailles contre la vie chère. Elles ramènent le roi la reine et le dauphin de force à Paris sous contrôle populaire. Faites mieux le 16 octobre ». Une référence à la Révolution française. Immédiatement, les éditorialistes et les élus macronistes hurlent, l'accusent d'appeler à l'insurrection, d'être un « factieux », de créer le « désordre ». Pourtant, on peut difficilement faire plus républicain qu'un rappel historique sur la fin de la monarchie. Mais c'est déjà trop radical pour nos élites.

« Étape 2 : deux jours avant la manifestation, la presse titre sur la présence de manifestants « ultras » qui vont « s'infiltrer » dans le cortège. Les services de police estiment que « 500 black blocs » seront présents. Un élément de langage destiné à créer artificiellement de la tension et à légitimer à l'avance la répression policière. Les mêmes services annoncent que 30.000 manifestants sont attendus lors du défilé. Un chiffre qui semble dérisoire.

« Étape 3 : le jour de la manifestation. Parmi les bus qui montent à Paris de toute la France, ceux qui viennent de Marseille, Arles ou Mulhouse sont interceptés par la gendarmerie. Les véhicules et leurs passagers sont fouillés par des dizaines de gendarmes avant d'entrer en Île-de-France. C'est connu, les militants de la France Insoumise sont des émeutiers en puissance. À Paris, pas moins de 2000 forces de l'ordre sont déployées. Des unités de la BRAV, brigade de choc créée pour briser les manifestations, patrouillent. Un dispositif devenu habituel en France, mais qui aurait choqué il y a encore quelques années.

« Étape 4 : Attaques policières. Le cortège est ceinturé par des lignes de policiers anti-émeutes. Rapidement, les CRS chargent et gazent alors que tout est calme. Leur objectif est d'arracher un drapeau pirate et une banderole en frappant tout le monde au passage. Des grenades sont tirées. Les images de lacrymogènes sont immédiatement dans les médias.

« Étape 5 : « Marche contre la vie chère : des commerces dégradés tout au long du parcours » titre BFM TV en live. Un mensonge. Il n'y a en tout et pour tout une banque dégradée sur tout le parcours. Pas un commerce.

« Étape 6 : « 30 000 participants selon les autorités » titre de nouveau BFM TV. Incroyable, les autorités avaient deviné exactement ce chiffre avant la manifestation, au millier près ! Il était inutile de manifester puisque tout était écrit à l'avance. Une autre annonce va plus loin : « 29.500 personnes selon un comptage indépendant ». Il s'agit en fait d'un comptage du cabinet privé Occurrence, aux méthodes opaques. Assaël Adary, le patron d'Occurrence, est lié à LREM, et leur méthode est basée sur un seul point fixe de comptage. Sur un parcours avec des charges de police et des blocages, de nombreux participants prennent des itinéraires adjacents et ne sont pas pris en compte. L'absence de fiabilité du cabinet privé « indépendant » est désormais largement reconnue.

Bilan : mensonges médiatiques et campagne diffamatoire, répression préventive et minimisation de l'affluence. Et tout cela contre une gentille marche organisée par la gauche sociale-démocrate. Une ballade inoffensive entre Bastille et Nation. Moralité ? La bourgeoisie radicalisée ne lâchera rien. Elle déploie une énergie folle pour nuire à la moindre contestation, même bon enfant et légaliste. Elle en mettra encore plus face aux luttes plus déterminées, anticapitalistes ou écologistes. Il n'y a rien à attendre de ces médias et des

autorités : aucune « respectabilité » à chercher de leur côté. Aucun gage de « crédibilité » ou de « sérieux » : ils seront toujours hostiles. Nous n'avons pas à leur plaire, nous devons leur faire peur. Rendez-vous dans la rue ces prochains jours.

0 10 SEPTEMBRE : L'APPEL DES GILETS JAUNES EMPECHÉ PAR LA POLICE

; L'appel devait lancer la rentrée sociale, après des mois d'inflation et de reculs sociaux. Ce samedi 10 septembre, une invitation à manifester à Paris circulait dans les réseaux Gilets Jaunes. La mobilisation a été tuée dans l'oeuf par une police en surnombre et une trop faible affluence côté participants.

; Une répression à la russe. Le monde entier s'est indigné des images de policiers russes arrêtant des manifestants qui tenaient des pancartes contre la guerre au printemps. C'est pourtant exactement ce qui s'est passé en plein Paris ce 10 septembre. Le moindre rassemblement, la moindre banderole, la moindre attitude « suspecte » et c'était l'arrestation, les menottes, la garde à vue. Aucune différence avec le poutinisme. Mais c'est dans la France de Macron. Personne ne s'en inquiétera.

; La préfecture a annoncé 103 arrestations hier à Paris, dont 93 pour « participation à un groupement en vue de commettre des violences ou dégradation » et 54 verbalisations. Quasiment toutes les personnes qui ont tenté de se rassembler ont été nassées, contrôlées ou mises en cellule. Le départ du préfet Lallement ne change rien à la doctrine du pouvoir. Son remplaçant est là pour terroriser, réprimer et frapper fort tout ce qui sort du cadre.

; Un groupe de femmes Gilets Jaunes a réussi à déployer une banderole sur l'avenue des Champs Élysées : « Les bourgeois nous traitent comme des chiens, il est temps de mordre ». Cela n'a duré que quelques minutes, avant que des forces de l'ordre arrive, ne les mettent contre un mur et les verbalisent.

; Rien de très encourageant pour la suite. La France a définitivement basculé, c'est l'un des pays les plus autoritaires d'Europe, sinon le plus autoritaire, avec une police militarisée qui a tout pouvoir.

► Vidéo : <https://fb.watch/ftJGIAwRN5/>



Chronique du système policier français : fichage d'enfants, entraînement policier dès l'école, grévistes traités en terroristes, puni pour des idées, gaz et LBD contre les lycéens, morts pour refus d'obtempérer Les

menaces d'attentat n'ont pas la même gravité selon la cible

VIDÉO D'EXÉCUTION DE « GAUCHISTE » : LE YOUTUBEUR FASCISTE NE SERA PAS POURSUIVI

- Que se passerait-il si nous diffusions des vidéos d'exécution armées de patrons ou de militants d'extrême droite ? - « J'aime beaucoup Papacito, c'est un garçon sympathique et intelligent » expliquait Eric Zemmour l'été dernier sur Cnews. C'était après la vidéo d'un youtubeur d'extrême droite qui avait diffusé l'exécution d'un « gauchiste de la France Insoumise » en tirant au fusil sur un mannequin avant de lui planter des coups de couteau. Une vidéo d'appel au meurtre politique vue des centaines de milliers de fois.

Le même youtubeur, qui pose notamment avec le symbole de la phalange franquiste - rappelons que le coup d'Etat d'extrême droite en Espagne a tué des centaines de milliers de personnes - a également évoqué un attentat à la voiture bélier sur une « manifestation de gauchistes », avec 200 mannequins. Un mode opératoire terroriste, mis en scène sur un ton sarcastique.

Armes à feu, suggestion d'attentat, tir à balle réelle et décapitation de mannequin. Le tout grimé avec des symboles totalitaires. En plein délire contre le « séparatisme » et contre la « radicalité », on suppose que le gouvernement a fortement réagi à ces opérations d'extrême droite, que les armes ont été confisquées, et les propagandistes inquiétés ? Non ?

Rien de tout cela évidemment. L'année dernière, Jean-Luc Mélenchon avait déposé plainte pour « provocation au meurtre » contre le YouTubeur d'extrême droite. Elle a été classée sans suite, explique le média StreetPress, qui vient d'apprendre la nouvelle, en marge de l'université d'été de la France Insoumise. « C'est assez déconcertant », s'étonne Mathieu Davy, l'un des avocats de Mélenchon. « On a reçu un document qui fait en tout et pour tout une demi page, nous indiquant que le délit n'est pas caractérisé » explique une autre avocate de l'ancien candidat. Une nouvelle plainte est déposée.

D'autres vidéos sur Youtube montrent des militants d'extrême droite s'entraîner au tir, avec des armes de gros calibre. En avril dernier, des néo-nazis assassinaient par balle un joueur de rugby internationalement connu : Federico Martín Aramburú. Le père de famille s'était interposé dans une altercation raciste, et les néo-nazis l'ont exécuté en pleine rue. Les médias et la classe politique ont été d'une discrétion étonnante sur cette affaire, en pleine campagne présidentielle.

Les néofascistes armés publient donc des vidéos, conseillent leur public d'en faire autant, et mettent en scène exécutions et attentats sans la moindre conséquence. Ils reçoivent même des félicitations et des invitations dans les médias mainstream. Papacito et ses amis sont invités sur les plateaux télé et les radios des milliardaires.

On ne va pas se mentir, on serait curieux de tenter l'expérience de notre côté. Publier des vidéos avec des simulacres d'exécutions de patrons et de fascistes à balles réelles. Cela réjouirait sans doute beaucoup de monde. Mais le risque d'une perquisition dès le lendemain matin, d'une descente antiterroriste à nos domiciles, et probablement de la prison ferme n'est pas négligeable. Ceci étant dit, le classement sans suite pour Papacito pourrait faire jurisprudence : il est autorisé de mettre en scène l'exécution d'ennemis politique sur Youtube. Avis aux amateurs !

Rappelons que Cnews et BFM ont fait trois jours de reportages diffamatoires contre Nantes Révoltée parce que nous avons publié une affiche d'un dessin de Zemmour avec une cible. Nos comptes avaient même été suspendus. Ces dernières années, plusieurs personnes ont été envoyés derrière les barreaux simplement pour s'être défendus face à l'extrême droite. Il y a quelques jours, des militants de Lyon ont été mis en garde à vue pour un collage d'affiches. A Nantes, un faux procès de Macron suivi d'une pendaison de mannequin lors d'une manifestation en 2018 a provoqué des arrestations, gardes à vue et condamnation. Des procédures d'exception touchent des militants fichés pour avoir exprimé des idées.

C'est la nouvelle normalité en France : les fascistes ont littéralement tous les droits, et celles et ceux qui s'y opposent sont écrasés.

(posts de Contre Attaque)

L'Assemblée nationale adopte un amendement pour museler les écologistes

► [L'Assemblée nationale adopte un amendement pour museler les écologistes](#)

Après la cellule Déméter et la loi Séparatisme votée en 2021, un amendement porté par Les Républicains s'en prend à nouveau aux opposants au système agro-industriel.

Glissé dans le cadre de l'examen du projet de loi de Finances mercredi 5 octobre, cet amendement prévoit de supprimer les avantages fiscaux accordés aux associations dont les adhérents se rendraient coupables d'intrusion sur des sites agricoles et industriels. Le bénéfice de la réduction d'impôt serait exclu pour les dons à ces associations.

L'amendement a été adopté en commission des finances. Les Républicains déplorent « la radicalité » et « la grande violence » des « actions chocs » de certaines associations, qui s'en prennent au secteur de l'agroalimentaire et « aux professionnels de la viande ».

(...)

Le Qatar arrose nos gendarmes

L VA FALLOIR mouiller le maillot ! A la fin du mois, 191 gendarmes, 10 chiens et quelques policiers vont s'envoler pour Doha. Leur mission ? Préparer le terrain sécuritaire en vue de la Coupe du monde de football, dont le coup d'envoi sera donné le 20 novembre (tous les détails dans les derniers « Dossiers du Canard » !). Un échauffement avant d'épauler – aux côtés d'autres policiers (USA, Italie, Turquie...) – la force de sécurité qatarie pendant tout le mois que dureront les festivités.

Tirs au but

Depuis quelques semaines, un peu partout, des protestations s'élevaient au nom des droits de l'homme, du bilan carbone et, surtout, des 6 500 ouvriers immigrés morts à l'ombre des stades. L'accord de « partenariat (sécuritaire) France-Qatar » a d'ailleurs été voté – en toute discrétion, mais non sans mal – le 4 août par l'Assemblée nationale. Aurere Benzé, la présidente du groupe En marche ! à l'Assemblée, a dû mouiller le maillot pour mobiliser son équipe.

Elle a notamment rappelé aux députés qu'en adoptant cet accord ils donnaient des gages d'avenir au commerce tricolore (11,1 milliards d'armes vendues à l'émirat entre 2011 et 2020) et sécurisaient le statut juridique des forces françaises déployées sur place : l'une des clauses garan-

tit en effet que celles-ci, quoi qu'elles fassent, échapperaient à... à la peine de mort ! Ça fait drôlement plaisir.

Sous le soleil qatari, la troupe se baladera en uniforme et enfouraillée au milieu des supporters, comme à la maison. Le gros des forces est constitué de 170 gendarmes spécialisés dans la lutte antidrones. Des démineurs et des chiens renifleurs, ainsi que 21 Robocop du GIGN, complètent la fine équipe.

Les flics, eux, se contentent d'envoyer moins d'une dizaine d'« experts » es hooligans. Si les pandores sont les plus nombreux dans le vestiaire, c'est que, depuis la fin des années 90, ils entretiennent des relations étroites avec leurs homologues de la Lekhwija, la force de sécurité armée locale, apportant notamment une formation à leurs officiers. De vrais frères d'armes...

Evidemment, le Qatar finance tout... sauf la soldé. Le corps expéditionnaire français sera noirri, blanchi, logé, transporté, et même primé, par ses hôtes. Les 220 chancoux vont bénéficier d'une coquette indemnité de déplacement réglée sur la cassette de l'émir, mais réservée aux hommes. Ça tombe bien : aucune gendarmette ni flicquette n'a été sélectionnée pour ce Mondial.

Honni soit qui mâle y pense...

D. H. et C. L.

Chronique du système policier français : fichage d'enfants, entraînement policier dès l'école, grévistes traités en terroristes, puni pour des idées, gaz et LBD contre les lycéens, morts pour refus d'obtempérer
Gendarmes au service de la dictature du Qatar

DIVERS

- [UN CRS MUTILEUR AUX ASSISES : FAISONS LE PROCES DE TOUTE LA POLICE](#)
- [Lyon Antifa Fest, c'est terminé](#) - Nous sommes très tristes de vous annoncer que l'édition 2022 du Lyon Antifa Fest est annulée. L'affiche était pratiquement terminée, avec des groupes tels que Ausgang (Casey), Soumeiya, IRA Rap (Espagne), Les Ramoneurs de menhirs, The Dizzy Brains (Madagascar), René Binamé (Belgique) et d'autres encore.
- [Spécialisée de Terrain : programmées pour traquer](#) - La loi « relative à la sécurité publique » de février 2017 qui assouplit largement les conditions d'ouverture du feu des policiers n'en finit pas de produire son cortège de drames. Le nombre de morts s'accélère. En 2022, pas loin d'une dizaine de personnes sont mortes, tués par des agents après des « refus d'obtempérer ».

- [Vincenzo Vecchi : la cour de justice européenne autorise la France à extraditer l'ancien activiste - Entretien avec son comité de soutien](#) - Nos lectrices et lecteurs connaissent l'affaire Vincenzo Vecchi. Cet ancien activiste italien installé en Bretagne depuis de longues années est réclamé par la justice italienne pour sa participation aux journées de Gênes en 2001. En effet, Vecchi a été condamné à 12 ans et six mois de prison en vertu d'une loi datant de la période fasciste. Le délit de « dévastation et saccage » a ceci de pratique qu'il suffit d'avoir été présent sur le lieu d'une émeute pour être reconnu responsable de tout ce qui s'y est passé. À deux reprises, la justice française a estimé que cette loi n'était pas applicable dans le droit français et a donc refusé son expulsion. A chaque fois, le procureur a néanmoins fait appel et ce jusqu'en cassation. Le 20 décembre dernier, c'était la cour de justice européenne qui était sollicitée pour avis : peut-on appliquer en France une loi italienne anachronique ?
Le 14 juillet dernier, l'institution européenne a rendu son verdict : la France peut légalement renvoyer M. Vecchi en Italie. Nous nous sommes entretenus avec des membres de son comité de soutien afin qu'ils nous expliquent plus précisément les enjeux de cette décision pour l'ancien activiste italien mais aussi pour la jurisprudence européenne. Ils prévoient par ailleurs de nouvelles mobilisations de soutien dans les semaines à venir.
- [Procès de la BAC de Lyon : aux castagneurs, la patrie reconnaissante](#) - La justice traîne, et l'administration se tait. Deux ans après la conclusion de l'enquête, les policiers mis en cause dans l'agression d'Arthur courent toujours. Pire : nombre d'entre eux ont été promus.
- [BAC de Lyon : aux castagneurs, la patrie reconnaissante \(suite\)](#) - Même pour l'IGPN et le procureur, les deux agents de la BAC ont commis des violences « incompréhensibles ». Pourtant au procès, les policiers ont affirmé avoir agi en toute légalité. L'institution policière semble d'accord : ils sont désormais formateurs en techniques d'intervention.
- [Homicides policiers : « On est sur une année particulièrement problématique »](#) - En moins de 24 heures, deux personnes sont mortes sous les balles de la police. Pour Sebastian Roché, directeur de recherche au CNRS, l'augmentation du nombre d'homicides policiers ne peut s'expliquer par la simple hausse des refus d'obtempérer, contrairement à ce qu'affirment les syndicats de policiers. Interview
- Autre utilisation répressive de la loi "séparatisme", à Privas en Ardèche (voir l'article du Daubé indiqué) : [Cette exposition de photos satiriques qui crée la polémique](#)
- [Une lettre d'Ivan, de la prison de Villepinte](#) - Une nouvelle lettre d'Ivan « pour partager quelques réflexions et donner des nouvelles. » (...) Quelque jours après mon arrestation, la juge qui a instruit l'enquête, Stéphanie Lahaye, a envoyé deux flics de la SDAT (dont l'OPJ « RIO 1237232 » - comme des machines, ils se nomment par des nombres) interroger ma fille et sa mère. Obéissant à ses ordres, aux procédures de la justice de l'État, ils ont essayé de faire pression sur une jeune fille de 12 ans. Ils auraient voulu l'interroger toute seule. Sa mère, évidemment, a refusé de la quitter. (...)
- [« Nous occupons le terrain » : la police nationale montre les muscles](#) - Être visible, dans l'action et au plus proche de la population. C'est la nouvelle politique de la police nationale, qui veut retisser le lien avec les habitants. Premier épisode au jardin public, à Nocaze et Pracomtal. - Pas de sirène pour conserver l'effet de surprise. Ce mercredi 28 septembre, les policiers de Montélimar occupent le terrain pour appuyer la politique voulue par le ministère de l'Intérieur. Objectif : retisser le lien avec la population. « Ces dernières années, les rapports avec la population se sont dégradés. Les habitants ne doivent pas nous voir seulement quand il y a un problème » (...)
- [Cours de matraquage, tir laser : la police initie des élèves de primaire à la répression à Saint-Denis](#) - À Saint-Denis, les élèves d'une école primaire ont participé à une "journée sportive citoyenne" animée par une association de policiers nationaux et municipaux. Au programme de ce dispositif : initiation au port de la matraque et au gilet pare-balle, ou encore au tir au pistolet laser.
- [24h avant la grève, des grévistes de RTE « traités comme des terroristes »](#) (...) Ces salariés de RTE sont mis en cause pour avoir « programmé le passage en local de postes électriques ». Une action pourtant fréquente lors des journées de grève dans le secteur des IEG (industries électriques et gazières) et qualifiée par la CGT « d'action symbolique de reprise en main de l'outil de travail » (...)
- [22 h de garde à vue pour des opposants de « la route à Wauquiez »](#) : Mercredi 5 octobre, une trentaine de militants du collectif « La Lutte des Sucs » ont tenté de bloquer le chantier de contournement de la RN88 en Haute-Loire. Ce projet soutenu par la région Auvergne-Rhône-Alpes et Laurent Wauquiez, son président, menace 140 hectares de terrains agricole et naturel.

Au cours de cette action « symbolique » et « pacifique », trois opposants ont été arrêtés et placés en garde à vue (...)

- [Assigné à résidence depuis 14 ans, Kamel Daoudi le restera pour ses « liens avec l'ultragauche »](#) - Les lectrices et lecteurs de lundimatin connaissent bien la situation de Kamel Daoudi, plus vieil assigné à résidence de France. Le ministère de l'Intérieur qui met tout en oeuvre pour que M. Daoudi ne puisse pas vivre librement auprès de sa famille vient de passer une nouvelle étape dans l'ubuesque et le kafkaïen : ce serait désormais sa « radicalisation d'ultragauche » qui justifierait son enfermement à ciel ouvert. En l'occurrence, la signature d'une pétition en faveur de la libération de « Libre Flo », militant rojaviste incarcéré, un tweet de soutien à Nantes Révoltée après les menaces de dissolution agitées par M. Darmanin et une interview dans lundimatin (À voir ici "Je suis libre dans le périmètre que l'on m'assigne).
- [Naïm face à la police : main tendue, patates dans la tête](#) - Naïm est l'un des initiateurs de PoliCité, un projet qui promeut la « confiance » des jeunes envers la police. Mais la police, elle, a choisi la confrontation. Volet 1 : témoignage sur l'agression et le racisme systémique.



Chronique du système policier français : fichage d'enfants, entraînement policier dès l'école, grévistes traités en terroristes, puni pour des idées, gaz et LBD contre les lycéens, morts pour refus d'obtempérer Tirs approximatifs en pleine rue

REFUS D'OBTEMPÉRER : UN POLICIER TIRE, UNE BALLE FINIT DANS UN BUS !

-Combien de morts faut-il pour désarmer la police ?

Cette information gravissime devrait faire la « une » de tous les JT, provoquer des enquêtes et un scandale politique national. Mais elle a mis deux jours à sortir dans quelques médias, et sera sans doute reléguée au niveau d'un banal « fait divers » vite oublié.

Les faits ont eu lieu mercredi 21 septembre 2022, en plein après-midi, dans la ville de Saint-Ouen en banlieue parisienne. En plein trafic, au milieu de la circulation, des policiers dégainent leurs armes pour un « refus d'obtempérer ». Ils se sont « se senti en danger » parce que le véhicule qu'ils voulaient contrôler ne s'est pas arrêté. Les autorités n'osent même pas dire que les agents étaient en danger. Seulement un « sentiment » de danger, tellement la disproportion entre le fait de tirer et une voiture qui démarre est énorme. D'autant que plusieurs

enquêtes révèlent que des tirs policiers effectués ces dernières semaines l'ont été sans aucune raison valable. Le gouvernement a donné un permis de tuer. Depuis, la police se défoule.

Toujours est-il qu'à Saint-Ouen, un flic tire à deux reprises au milieu de la rue. Une des balles termine sa course dans la vitre d'un bus de la RATP. La ligne 173 en direction de La Courneuve. Le bus était en service, avec des passagers. Une photo montre l'impact : à un mètre près, une personne était tuée ou gravement blessée. « L'IGPN n'a pas été saisie » précise BFM TV. Nous voilà rassurés.

Ce qui met en danger la population, ce ne sont pas les « refus d'obtempérer » mais les fous de la gâchette armés par l'Etat qui tirent dans nos rues. En 6 mois, 11 personnes ont été abattues par balle en France pour des « refus d'obtempérer ». Dont deux par des tirs dans le dos avec un fusil mitrailleur réservé à l'antiterrorisme. Et deux autres étaient seulement des passagers de véhicules. Des « victimes collatérales ». Médiapart a révélé que plusieurs de ces homicides n'étaient même pas justifiés par un hypothétique « danger » pour le tireur. Le nombre de tirs explose, depuis que le gouvernement Hollande a voté une présomption de légitime défense en cas de fuite de véhicule.

Combien faudra-t-il se sang, de larmes et de vies volées pour désarmer la police ?

ESCADRONS DE LA MORT ?

- L'imaginaire mortifère et néofasciste de la police française

Vendredi 23 septembre 2022, une vingtaine d'écologistes ont bloqué l'accès à un terminal de l'aéroport du Bourget, près de Paris, pour protester contre les jets privés. Encerclés par la police, les militants et militantes ont été interpellés et douze ont placés en garde à vue.

Lors de cette répression, un policier est apparu avec une cagoule représentant une tête de mort, comme le montre la photo du journaliste Ricardo Parreira. Un imaginaire mortifère qui s'inscrit dans une logique de radicalisation et de fascisation de la police française. Explications.

Cette photo pose plusieurs problèmes. D'abord parce que ce policier appartient à la CSI 93, la « Compagnie d'Intervention » du 93. Cette unité est célèbre, parce qu'elle est mise en cause dans une vaste affaire de violences, de racket et de trafic de drogue. Elle aurait dû être dissoute suite à ce scandale impliquant de nombreux policiers, mais le préfet Lallement a fait pression pour que la compagnie soit laissée en place.

Ensuite parce que ce policier est cagoulé. En principe, dans un régime dit « démocratique », les agents de la force publique doivent être identifiés, par des matricules et en montrant leur visage. La police détient le « monopole de la violence », elle doit donc être particulièrement contrôlée. C'est exactement l'inverse qui se produit en France : l'Etat fournit des cagoules aux policiers, et les autorise à ne pas porter de matricule, pour ne pas être identifiés.

Enfin, le choix de cette cagoule avec une tête de mort est politique. Pour rappel, en janvier 2013, un légionnaire français avait été photographié avec la même cagoule lors d'une opération au Mali. L'image avait scandalisé jusqu'au sommet de l'armée, le soldat avait été sanctionné. 9 ans après, des policiers répriment avec le même symbole sans aucun problème. La police française est moins contrôlée par sa hiérarchie que l'armée.

Que signifie ce symbole ? Pourquoi un policier choisit-il délibérément une telle cagoule ? Par amour de la violence,

du thème de la vengeance, de la mort, voire par idéologie fasciste ? Le slogan des fascistes espagnols était d'ailleurs « vive la mort ! » Le journaliste Ricardo Parreira explique que cet agent portait également un autocollant sur son casque représentant l'archange Gabriel, donc un symbole religieux, qui viole ostensiblement le principe de laïcité.

Ces multiples références religieuses, militaires, violentes, s'unissent dans un même imaginaire : celui de l'extrême droite et de la vengeance, de la croisade. Le cas du policier du Bourget n'est pas isolé.

Le 3 novembre 2020, les lycéens sont encerclés par des policiers à Paris. L'un d'eux arbore sur son gilet pare balle plusieurs écussons, dont l'un d'eux figure un casque de spartiate sur fond tricolore. Un classique de l'iconographie d'extrême droite, en particulier depuis la sortie du film 300. A la même période, à Pierrefite, en Seine-Saint-Denis, deux policiers municipaux - dont l'un avec un masque tricolore - sont aperçus avec des écussons à tête de mort évoquant le film « punisher ». En zoomant sur cet emblème, on peut lire une devise : « Dieu jugera nos ennemis, nous organisons la rencontre. » Une menace de mort explicite.

En septembre 2019, un agent des renseignements est photographié près d'une manif avec un T-Shirt de tête de mort croisée avec des pistolets : le logo d'une police militaire ultra-violente brésilienne, les BOPE. Des escadrons de la mort, responsables de centaines de décès dans les favelas. De nombreux autres policiers ont été surpris avec des écussons de « punisher » ou des symboles d'extrême droite, notamment à Mantes-la-Jolie lors de la répression de lycéens en décembre 2018, ou encore en juin 2018, un CRS avec un logo « viens prendre », littéralement, en grec - slogan de ralliement de l'extrême droite. En juillet 2020, un commissariat parisien affichait même un drapeau sudiste - esclavagiste - à sa fenêtre !

Les forces de l'ordre s'autonomisent et assument chaque jour d'avantage leur projet politique. Un projet de guerre, de déshumanisation, d'autoritarisme et de mort. Opposons leur la vie, la révolte, la dérision et la désobéissance.

L'explication de Ricardo Parreira : <https://twitter.com/RicardParreir/status/1573702379404394496>

CHAMPIONS DU MONDE : LA POLICE FRANÇAISE GAZE LA MANIFESTATION POUR L'IRAN

Manifestation ce dimanche en soutien au peuple iranien qui se soulève depuis une semaine après la mort d'une jeune femme entre les mains de la police des mœurs. Plusieurs milliers de personnes dans les rues de Paris, plusieurs générations, manifestation en colère mais digne.

À l'approche de l'ambassade d'Iran, la police française a gazé la manifestation pacifique. Déploiement d'unités de policiers de la BRAV cagoulés, grenades lacrymogènes, arrestations... Ça ne se passe ni dans les rues de Téhéran, ni dans celles de Moscou, mais à Paris.

Réprimer une manifestation pour l'Iran, la France est le seul pays au monde à le faire. Après l'Iran.

La France avait déjà été le seul pays « démocratique » au monde à gazer des familles venues assister tranquillement à un match. Ou à gazer les mobilisations pour le climat.

Champions du monde.

▶ Vidéo : <https://fb.watch/fPW1AzGj2r/> - Rémy Buisine et Clément Lanot

4 PARIS : KIDNAPPING D'UNE MANIFESTANTE PAR DES MILICIENS

La scène d'enlèvement a eu lieu à Paris jeudi 29 septembre, lors de la manifestation syndicale.

La journaliste Emma Audrey raconte : « J'étais en train de faire des interviews quand soudain, des hommes en noir ont commencé à agresser une jeune. Je me tourne au moment où l'un d'entre eux donne un coup de poing dans le visage d'un autre jeune. »

La femme est emmenée par les individus en noir, équipés de matraque métallique, ils rejoignent des lignes de gendarmes mobiles. Les personnes présentes semblent sidérées. « On apprendra plus tard qu'il s'agissait de policiers » explique Emma Audrey.

Des agents sans aucun signe distinctif enlèvent donc une opposante politique au milieu d'un cortège calme, aujourd'hui en France. S'indigner encore une fois de la fascisation en cours ne suffit pas. Prenons en acte. Un tel enlèvement ne peut pas arriver dans un cortège déterminé et défensif.

▶ Vidéo : <https://fb.watch/fSspbnXN2J/>

PARIS : 48H DE GARDE A VUE ET UN PROCÈS POUR AVOIR TUTOYÉ DES CRS ?

Manifestation samedi 1er octobre à Paris. Inlassablement, les Gilets Jaunes d'Île de France continuent à manifester toutes les semaines depuis la fin de l'année 2018. Cette fois-ci, le défilé s'est rendu devant un hôpital pour soutenir le système de santé publique.

Le petit cortège se retrouve nassé par les forces de l'ordre. A 18H50, un Gilet Jaune qui avait déclaré la manifestation, parfaitement identifié par les services de police, est brutalement plaqué au sol, violenté et arrêté. Un autre à ses côtés est arrêté au même moment. Ils passeront 48H en garde à vue, et seront jugés en comparution immédiate.

Sur les images, le déclarant tient des fleurs dans ses mains, il n'oppose aucune résistance. Pas plus que le premier interpellé. La cause de ces arrestations ? Selon les témoins, ils auraient tutoyé un policier. La justice, elle, parle de « violences » et de « rébellion en bande organisée ». Rien que ça.

De la répression pure et dure, sur une mobilisation trop faible pour faire face. Encore. Les mauvais jours finiront.

▶ Vidéo : <https://fb.watch/fX7kL6QRSL/>

(posts de Contre Attaque)

Initiation à la matraque

COMMENT rapprocher la police des jeunes des quartiers ? La mairie de Saint-Denis a trouvé la formule : une « *journée sportive et citoyenne* », animée par des policiers municipaux de la ville avec l'association Raid Aventure Organisation. Cette sympathique initiative s'est déroulée sur une demi-journée, le 27 septembre, avec les élèves de CM1 et de CM2 des écoles Paul-Langevin et Daniel-Sorano (près de 200 élèves), dans le square de la cité Gabriel-Péri. Au menu : foot, boxe, mais aussi... manie- ment de la matraque, des menottes et course en gilet pare-balles, selon les parents d'élèves FCPE de la ville, qui le racontent dans un tract. La mairie souligne, elle, le « *climat apaisé* » de cette expérience.

L'association, dont le tou- chant logo figure une petite fille tenant la main d'un policier cui- rassé et prêt à dégainer, est

présidée par Bruno Pomart, un ancien du Raid. Elle propose ses services aux communes afin de « *lever les malentendus* » entre la police et la population de « *certains quartiers* » grâce, par exemple, à une « *décou- verte* » des méthodes d'interpel- lation « *afin que, lors d'un prochain contrôle, les gestes des policiers ne soient pas mal interprétés* ».

Une bien belle idée dans cette cité populaire où Ma- thieu Hanotin, le maire (PS), s'était rendu, en février, har- naché d'un gilet pare-balles. Deux jours plus tôt, la muni- cipale, armée par ses soins, avait violemment chargé un groupe de supporters fêtant la victoire du Sénégal en Coupe d'Afrique des nations, blessant au passage une fillette de 8 ans. Une autre occasion de se familiariser avec l'usage de la matraque...

L. C.

Chronique du système policier français : fichage d'enfants, entraînement policier dès l'école, grévistes traités en terroristes, puni pour des idées, gaz et LBD contre les lycéens, morts pour refus d'obtempérer
Apprendre à matraquer dès l'école, essentiel ?

LYCÉE COLBERT : BLOCAGES ET RÉPRESSION IMMÉDIATE

Des lycéens organisaient un blocage devant le lycée Colbert contre l'inflation, parcoursup, la précarité des jeunes ou encore la réforme des retraites.

Les policiers sont intervenus directement en utilisant de la bombe lacrymogène et en les menaçant avec leurs matraques. C'est devenu une habitude à chaque mobilisation

Un des participants au blocage aurait été interpellé (source tulyype).

Plusieurs établissements sont bloqués un peu partout en France.

Force et courage aux lycéen-ne-s mobilisé-e-s aujourd'hui, faites attention à vous et ne lâchez rien !

► Vidéo : <https://fb.watch/fRpx7wYIY/>

(post de Cerveaux non disponibles)



Chronique du système policier français : fichage d'enfants, entraînement policier dès l'école, grévistes traités en terroristes, puni pour des idées, gaz et LBD contre les lycéens, morts pour refus d'obtempérer
Dîner entre chefs de répression d'Etat

MACRON INVITE À L'ÉLYSÉE DES "GRANDS FLICS" PASSÉS DANS LE PRIVÉ

- Les voyous sont en costard

Ce 4 octobre au soir, Emmanuel Macron a invité des anciens « grands flics » à dîner à l'Élysée pour leur rendre hommage, mais aussi pour recueillir leurs avis sur la police et la situation politique, en compagnie de Darmanin. Mais qui sont ces « anciens "grands flics" » invités à l'Élysée demain soir ?

4Robert Broussard, 86 ans, fondateur du RAID, il a supervisé l'exécution de Jacques Mesrine. En 1992, il prend la direction de la police aux Frontières et gère la chasse aux immigrés. Reconverti dans le privé, il est devenu « monsieur sécurité » de la Fédération française de rugby

4Ange Mancini, 78 ans, ancien chef du RAID, ancien préfet, passé par le renseignement, se décrit lui-même comme un « voyou peinarde ». Il est aujourd'hui devenu conseiller du groupe Bolloré pour l'Afrique

4Frédéric Péchenard, 65 ans, ancien directeur de la police nationale en 2007, au moment du lancement du LBD. Gravitant dans les sphères de la droite sarkozyste, il est devenu vice-président de la région Ile-de-France et du parti Les Républicains. En 2022, il est membre de l'équipe de campagne de Valérie Pécresse pour la présidentielle.

4René-Georges Querry, 75 ans, ancien commissaire de police, passé par les stupes, l'antigang, la lutte contre le terrorisme et le service de protection des hautes personnalités devenu directeur de la sécurité du groupe Accor puis directeur des opérations d'Autolib (groupe Bolloré) puis directeur de la sécurité de Casino ...

4Charles Pellegrini, 83 ans, ancien commissaire, devenu dirigeant d'une société de conseil aux entreprises,

spécialisé dans l'intelligence économique et la gestion des risques « notamment ceux des violences sociales ». Il est mis en examen pour complicité et recel d'abus de confiance dans l'affaire Squarcini-LVMH depuis septembre 2021.

Vieux policiers très à droite reconvertis dans le privé au service de milliardaires et d'exploiteurs. Collusion public privé. Répression, mercenariat et colonialisme. Macron sait s'entourer. Et en plus ces anciens flics le méprisent : « Notre parole est libre. Qu'il nous écoute ou pas, il sait qu'on dira ce qu'on pense puisqu'on n'attend rien de lui », souffle un participant à Europe 1. La 5e République est un régime à bout de souffle. Bon appétit !



Chronique du système policier français : fichage d'enfants, entraînement policier dès l'école, grévistes traités en terroristes, puni pour des idées, gaz et LBD contre les lycéens, morts pour refus d'optempérer
Nantes : laboratoire de l'ultra-répression

” NANTES CAPITALE DE LA RÉPRESSION

- Analyse d'une escalade sécuritaire

4 Déchaînement de propagande

« Nantes, peur sur la ville », « Nantes, pire que Bogota ». Pendant deux semaines, quotidiennement, les chaînes d'info en continu ont imposé un récit anxiogène depuis Paris : la ville de Nantes serait à feu et à sang. Après plusieurs jours de reportages délirants et d'interviews policières en plateau, Cnews dépêchait un présentateur dans les rues de Nantes le 29 septembre, pour filmer l'insécurité. Il s'est retrouvé devant des rues parfaitement calmes. Tant pis, il fallait faire du sensationnel : en direct, les caméras ont zoomé sur des passants maghrébins en affirmant qu'il s'agissait de « dealers ». Une intoxication raciste délibérée. Dans la foulée, la presse d'extrême droite, Valeurs Actuelles, Le Figaro, puis la presse locale ont amplifié l'écho médiatique de cette campagne délirante. Ils se sont notamment jetés sur un viol commis de nuit sur l'île de Nantes. La victime a trouvé la force de réclamer publiquement que cesse la récupération du crime terrible qu'elle venait de subir. Peu importe, les charognards de la presse l'ont utilisé, amplifié, avides, obscènes. « Peur sur la ville », rien ne devait arrêter la machine.

4 Annonces sécuritaires

Cette campagne folle a porté ses fruits. La maire socialiste de Nantes s'est précipitée dans le gouffre sécuritaire : multipliant les déclarations sur les chaînes des milliardaires, se précipitant chez Darmanin, ministre de l'Intérieur issu de l'extrême droite. Le 5 octobre, Johanna Rolland annonçait fièrement une batterie de mesures autoritaires. 100

caméras de surveillance supplémentaires, soit un total de 250 dans la ville. Quand Estrosi en installait le même nombre à Nice, tout le monde dénonçait la société de contrôle. Elle annonçait aussi l'implantation de la CRS 8, une unité de « super-CRS », qui patrouillent déjà cagoulés et lourdement armés dans les rues et contrôlent au faciès. La maire PS promet aussi la construction d'un CRA, un camp de rétention pour exilé.e.s à Nantes, faisant ouvertement le lien entre immigration et insécurité, marchant ainsi dans les pas de la droite extrême. La majorité « rose-verte » participative n'est, comme d'habitude, qu'une salle d'attente pour le fascisme. Enfin, Johanna Rolland claironnait l'embauche de 70 policiers municipaux de plus, et de l'arrivée d'une « unité de force mobile » de 70 agents, « affectée aux quartiers politiques de la ville ». Traduction : la mairie va encore davantage fliquer les pauvres.

4 Une ville sous occupation

Tout le monde sait parfaitement que Nantes est déjà une ville hautement sécuritaire. La mairie développe un centre de vidéosurveillance depuis des années, arme sa police municipale, de plus en plus nombreuse, le tribunal envoie en prison à tour de bras. La Bac de Nantes et les images de ses interventions ultra-violentes sont connues dans tout le pays. Quel est l'objectif de cet emballement ? Mettre Nantes en coupe réglée ? Les CRS ne gèrent pas « l'insécurité », ils font du maintien de l'ordre, ils répriment les manifestations, occupent l'espace public. Les caméras n'empêchent pas la délinquance, toutes les études le prouvent, mais elles sont très efficaces pour fliquer la population. Un centre de rétention ne sert qu'à appliquer les politiques xénophobes et inhumaines de l'État. Rien de tout cela n'a pour objectif de veiller à la « sécurité ».

4 Inversion du réel

La mise en scène actuelle choque bon nombre de nantais et nantaises que l'on n'entend pas dans les médias. Faut-il rappeler que 4 personnes sont mortes en 5 ans lors d'interventions de police à Nantes ? Abou, lors d'une interpellation en 2017. Aboubakar, d'une balle dans le cou en 2018. Steve, noyé le soir de la fête de la musique en 2019. Et un quinquagénaire, mort dans une cellule de garde à vue le 14 septembre 2022, dont on a très peu entendu parler. 4 morts, aucun procès, aucune condamnation. Nantes, c'est aussi plusieurs centaines de blessés par la police ces dernières années. Notamment 3 personnes éborgnées en une seule journée lors d'une manifestation contre l'aéroport, une main arrachée sur la ZAD, un lycéen éborgné au LBD en 2007 - le premier en France - un jeune Gilet Jaune dans le coma en 2018, aujourd'hui lourdement handicapé au cerveau. Aucun procès, aucun coupable. C'est aussi des milliers de gardes à vue lors des mouvements sociaux, des patrouilles omniprésentes, des dispositifs policiers uniques en France. Nantes enfin, ce sont des descentes de dizaines de policiers armés pour un homard en papier mâché ou un atelier de banderoles. Il suffit de sortir dans une rue de la ville pour se rendre compte que le taux de policiers par habitants et sans doute l'un des plus élevés de France. Certains médias ont pourtant osé présenter Nantes comme une ville sans policiers. L'inversion du réel à son paroxysme.

4 Que disent les chiffres ?

Selon les données policières elles-mêmes, pourtant très discutables, la délinquance baisse à Nantes. Selon un rapport du 28 septembre comparant l'année 2019 et l'année 2022, les faits de délinquance ont diminué de 9,31%, le nombre de mis en cause baisse de 6,98%, même les gardes à vue diminuent cette année de 5,76% alors que les magistrats ont des consignes de fermeté. Le nombre de mineurs mis en cause et d'étrangers baissent également. Les « atteintes à la tranquillité publique » baissent de 6,23% comme les cambriolages. Deux indicateurs augmentent : les « atteintes à l'intégrité physique » et le trafic de stupéfiants. Plusieurs gros réseaux de trafiquants ont été démantelés ces dernières années, provoquant des guerres de bandes et des tirs dans certains quartiers pour récupérer des zones. L'augmentation de la violence mafieuse est donc, en partie, liée à l'arrestation de gros bonnets. Par ailleurs, la question de la drogue ne se réglera pas par la répression. Les pays d'Amérique Latine ont eu beau déclarer la « guerre » à la drogue au prix de centaines de morts, le trafic ne s'est jamais aussi bien porté en Colombie comme au Mexique ou aux USA. Tant que les inégalités se creuseront et que les perspectives sociales s'assombriront pour de nombreux jeunes défavorisés, toutes les polices du monde ne pourront pas résorber ces trafics, qui sont une forme de capitalisme sauvage parmi d'autres. Le système néolibéral génère ces mafias.

4 Sortir du piège

Nous sommes donc pris en étau dans une mâchoire infernale. D'un côté, la ville de Nantes et la France dans son ensemble foncent chaque jour plus profondément dans la répression. De l'autre, la prolifération de groupes mafieux et de violences nihilistes ne peuvent qu'augmenter sur fond de désagrégation sociale, de désespoir, de pertes de repères. Par exemple, les troubles mentaux explosent, et l'on sait que la moitié des personnes incarcérées relèvent de soins psychiatriques plutôt que de sanctions. Mais il n'y a plus de moyens pour ces soins. Le nombre de sans abris augmente et ce sont parmi les catégories de population les plus réprimées. Le modèle qui s'impose est de tout

régler par la police. Toujours moins de réponses sociales, toujours plus de réponses pénales.

Saviez vous que le nombre de policiers par habitants est déjà plus élevé en France aujourd'hui qu'en Allemagne de l'Est en 1962 ? Et que le gouvernement investi des milliards supplémentaires pour « doubler » le nombre de patrouilles sur le terrain pendant que tous les autres services publics sont à l'agonie ? Les mobilisations collectives et les solidarités sont déjà les premières victimes de ce piège infernal. Si à Nantes, le nombre de policiers ne cesse d'augmenter et le « sentiment d'insécurité » aussi, que peut-on en déduire ? Que la police est inutile, qu'elle n'est pas la solution. Ces centaines d'agents et plus et ce Centre de Rétention n'apporteront que du mal aux plus faibles, aux plus pauvres, aux exclus, et à celles et ceux qui désobéissent.

TIRS DE LA BAC SUR UNE VOITURE A STAINS : RECONSTITUTION D'UN CRIME POLICIER

- Une enquête du groupe INDEX

16 août 2021 à Stains, en Seine-Saint-Denis. Il est 1h32 du matin sur le boulevard Maxime Gorki, lorsqu'un homme à bord de son véhicule filme une scène d'une rare violence. Deux agents de la Brigade Anti-Criminalité ont tiré à huit reprises sur un véhicule. Les deux occupants de la voiture sont criblés de balles grièvement blessés et frôlent la mort. Depuis, le conducteur est poursuivi pour refus d'obtempérer et violences aggravées sur les policiers qui ont tiré sur lui et sur sa compagne.

Les tireurs ne portaient aucun signe indiquant qu'ils étaient policiers. Ils ont tiré en dehors du cadre légal. La préfecture a menti. C'est le début d'une longue série de tirs policiers pour « refus d'obtempérer », entraînant de nombreux morts et blessés graves.

- Vidéo : https://fb.watch/f_BwwYrk7K/

INDEX a enquêté et reconstitué les faits. Tout est accablant pour la police.

L'enquête complète : <https://youtu.be/1L2V9MI9Hi0>



Chronique du système policier français : fichage d'enfants, entraînement policier dès l'école, grévistes traités en terroristes, puni pour des idées, gaz et LBD contre les lycéens, morts pour refus d'obtempérer Puni pour avoir des liens avec « l'ultra-gauche » et ses idées

ASSIGNÉ À RÉSIDENCE DEPUIS 14 ANS : LA JUSTICE REFUSE DE LEVER LA MESURE POUR SES « LIENS » AVEC L'ULTRA-GAUCHE

- On lui reproche d'avoir publié un livre et signé une pétition de soutien à Nantes Révoltée

Savez-vous qu'en France, un homme est assigné à résidence depuis plus de 14 ans, en-dehors de toute condamnation ? Il s'appelle Kamel Daoudi, et sa vie est une prison à ciel ouvert, sous haute surveillance, depuis avril 2008. **L'État expérimente la mise à mort sociale d'un homme avec des procédures d'exception. Dans l'indifférence.**

Septembre 2001, en pleine fièvre suite aux attentats de New York, Kamel Daoudi est interpellé par les services anti-terroristes. La police le soupçonne de liens avec des réseaux liés à Al Qaida, et évoque des projets de violences contre l'ambassade des Etats-Unis en France, qui n'ont jamais été mis à exécution et que le prévenu a toujours contesté. Il va purger quatre ans de détention préventive, puis sera condamné en 2005 à presque sept ans de prison pour « association de malfaiteurs en relation avec une entreprise terroriste », il est donc libéré trois ans plus tard.

Mais l'État français, en plus de l'enfermement, lui retire aussi la nationalité française et tente de l'expulser vers l'Algérie. La Cour Européenne des Droits de l'Homme s'oppose à l'expulsion. La situation devient kafkaïenne : Kamel Daoudi se retrouve interdit de territoire tout en étant inexpulsable. Depuis, il est assigné à résidence.

Il est envoyé dans un petit village de la Creuse. C'est le début de 14 ans d'enfermement extra-judiciaire. Il a déjà purgé sa peine mais il reste privé de liberté sur décision de justice, alors que les services de police le soupçonnent toujours d'islamisme.

Les années passent. Kamel Daoudi tombe amoureux, fonde une famille, tente d'avoir une vie normale. Mais ses faits et gestes restent surveillés en permanence par des agents qui le suivent. Il est notamment renvoyé en prison parce qu'il a accompagné sa femme à une échographie. À sa sortie, il est assigné à résidence dans une commune à plusieurs centaines de kilomètres de sa compagne. Sans cesse déplacé, il cumulera 7 lieux d'assignation à résidence au total, et vit dans un domicile loué directement par le ministère de l'Intérieur, sans aucun droit, sans possibilité de travailler ni de sortir d'un maigre périmètre. Il doit pointer plusieurs fois par jour dans un commissariat. Sa famille vient le voir quand elle le peut. Son quotidien devient « un jour sans fin ».

Pendant ces longues années, Kamel Daoudi se bat pour lever ces mesures. Il se heurte systématiquement à des refus. Il a lancé un dernier recours cet été, auprès de la Cour d'Appel de Paris pour lever ces contraintes. Les magistrats ont rendu leur décision à la fin du mois de septembre : un rejet des demandes du plus vieil assigné à résidence de France. **Pour motiver la poursuite de ces mesures d'exception, la justice met en avant les liens présumés de Kamel Daoudi avec « l'ultra-gauche ».**

Exprimer son opinion et fréquenter un bar justifie donc une privation de liberté ?

C'est donc le scénario de « l'islamo-gauchisme », nouvel épouvantail répressif, qui est utilisé pour justifier une répression hors-norme. Voici ce que qu'écrivait la Cour d'Appel : Kamel Daoudi est allé dans un bar « antisystème » d'Aurillac, et il tient « un discours antisystème » sur un compte Twitter. **Exprimer son opinion et fréquenter un bar justifie donc une privation de liberté ?**

Faudra-t-il assigner à résidence les 40.000 signataires de notre pétition ?

Il est aussi accusé d'avoir signé une tribune pour la libération d'un militant en grève de la faim, enfermé sans jugement, pour un « projet » de violences d'ultra-gauche qui n'a jamais été démontré. Cet inculpé revenait du

Rojava, zone où les révolutionnaires combattent Daesh. **Kamel Daoudi est donc accusé à la fois d'être une menace djihadiste et de soutenir ceux qui se battent contre les djihadistes. Kafkaïen, encore.** La justice l'accuse aussi d'avoir signé la tribune de soutien à Nantes Révoltée, lorsque notre média était visé par une procédure de dissolution.

Signer notre pétition devient donc un élément à charge dans la République autoritaire. Faudra-t-il assigner à résidence les 40.000 signataires de notre pétition ? Surveiller les plus de 300.000 abonnés à nos pages ? Kafkaïen, toujours. Pour l'État français, Kamel Daoudi ne doit pas seulement rester isolé et enfermé, il doit aussi être interdit de communiquer ses idées.

La phrase de conclusion des magistrats est extrêmement inquiétante : « **Ces liens et ce militantisme avec une communauté contestant le 'système', soit le fonctionnement et les valeurs de la République ne peuvent pas ne pas être rapprochés de la nature des faits objets de la condamnation de 2005** ». Autrement dit, contester le système équivaut désormais, selon les autorités, à une accusation de terrorisme ! Et cela justifierait des procédures extrêmement lourdes de surveillance et de répression.

Cela fait vingt et un ans que Kamel Daoudi est enfermé. D'abord derrière des barreaux et des miradors, puis quatorze à l'air libre. Une vie entre parenthèse. **Quoiqu'on pense des accusations portées contre lui, cette affaire est emblématique et va bien au delà d'un cas particulier. On le voit avec le discours ambiant sur le « séparatisme », ou encore pendant l'état d'urgence, quand la police a assigné à résidence à la fois des musulmans et des militants anticapitalistes, ou quand certains politiciens assimilent la pratique du black bloc au terrorisme : cette procédure d'exception pourrait demain être étendue à d'autres personnes dérangeantes, à mesure que le régime politique se durcit.**

Les avocats de Kamel Daoudi lancent de nouveaux recours. Le « jour sans fin » du plus ancien assigné à résidence n'est pas terminé.

Compte Twitter de Kamel Daoudi : @SentierBattant



Chronique du système policier français : fichage d'enfants, entraînement policier dès l'école, grévistes traités en terroristes, puni pour des idées, gaz et LBD contre les lycéens, morts pour refus d'optempérer Les lycéens particulièrement ciblés, pour les mater dès l'adolescence ?

4NANTERRE : 13 LYCÉENS EN GARDE À VUE, UN

BLESSÉ PAR TIR DE LBD

Avez vous entendu parler du lycée Joliot-Curie à Nanterre, en banlieue parisienne ? Il s'y passe un concentré de la répression, du mépris et de la lâcheté dont les autorités françaises sont désormais coutumières.

Début septembre, un professeur de mathématiques, Kai Terada, apprend que sa direction va le muter dans un autre établissement, situé dans le département des Yvelines, à une heure de route de Nanterre. Pourquoi une telle sanction ? Aucune explication claire. Le rectorat admet « qu'aucune faute ne lui est reprochée », son dossier est vide. Mais il se trouve que Kai Terada est co-secrétaire départemental du syndicat SUD Éducation. C'est donc une pure répression anti-syndicale, dans un contexte de mise au pas de l'Education Nationale.

Depuis, les soutiens du professeur s'organisent pour empêcher cette répression. Des mobilisations ont eu lieu au lycée Joliot-Curie lundi avec un premier blocage lycéen lundi 10 octobre. Mardi 11 octobre, la police a décidé de faire monter la pression. Des lycéens ont été fouillés au petit matin, une forte présence des forces de l'ordre a été mise en place près de l'établissement, pour empêcher un nouveau blocage. Les policiers se sont déchaînés contre les adolescents : coups de matraque, gaz, tirs. 14 jeunes ont été arrêtés mardi matin à 9H, 13 sont encore en garde à vue à la nuit tombée, 11 sont mineurs, l'un d'eux n'a que 13 ans. Il est en cellule. Un lycéen arrêté a été blessé à la tête par un tir de LBD, il a été relâché et a reçu des points de suture.

La police parle de « jets de projectiles » et d'agents « blessés ». Comme toujours, les mêmes éléments de langage. Alors qu'il s'agit d'homme armés et entraînés face à des mineurs ! A chaque mobilisation lycéenne, la police se défoule. On ne compte plus les adolescents blessés et parfois mutilés pour avoir défendu leur avenir, dans un contexte de plus en plus sombre pour la jeunesse.

Le pays craque de partout. Tout le monde est exaspéré. Dans les raffineries comme dans les lycées et ailleurs, le gouvernement ne répond que par la force. Mais cela peut-il suffire indéfiniment ? Face à cette nouvelle attaque contre des lycéens, une réaction s'impose pour toute la jeunesse.

4 NANTERRE : NOUVELLE MATINÉE DE VIOLENCES POLICIERES CONTRE LES LYCÉENS

Mardi 11 octobre, un blocus avait lieu au lycée Joliot-Curie de Nanterre, pour protester contre la réforme du Bac et la mutation forcée d'un enseignant syndicaliste, Kai Terada. La police avait alors réprimé violemment la protestation lycéenne : 14 arrestations, un blessé à la tête par un tir de LBD. 9 lycéens ont fait 24h de garde à vue, 5 autres sont sortis après quasiment deux jours en cellule. Un scandale.

Pour légitimer cette répression contre des adolescents, les médias des milliardaires allument des contre-feux, en faisant croire qu'il s'agirait de revendications religieuses. À chaque mouvement social, le pouvoir instrumentalise l'islamophobie. Mais qui croit encore les chaînes propagandistes ?

Ce jeudi 13 octobre au matin, nouveau blocus à Nanterre. La police est de nouveau intervenue. Alors que l'ambiance était plutôt calme, les agents ont joué les gros bras, sorti des grenades. Une heure après, tout le quartier était gazé, des LBD braqués sur les jeunes.

À midi, le lycée était fermé jusqu'à lundi pour éviter d'autres tensions. Un photographe sur place raconte que « la police était très excitée (tirs de LBD grenade désencercantes), il semblerait aussi qu'un flic se soit blessé avec son lance-grenade. »

Les lycéens sont en colère contre la direction de l'établissement qui appelle la police en cas de blocus. Ils dénoncent aussi les mensonges répandus dans Le Parisien et sur BFM TV sur les raisons du mouvement. Pour l'instant, les fake news et la violence d'État ne font pas taire la révolte légitime.

▶ Vidéo : <https://fb.watch/g7Ezds6UHI/>



Chronique du système policier français : fichage d'enfants, entraînement policier dès l'école, grévistes traités en terroristes, puni pour des idées, gaz et LBD contre les lycéens, morts pour refus d'obtempérer
Comme dans les prisons, les lycéens doivent se tenir sages et obéir à tout

SAINT-NAZAIRE : VIOLENCES D'ÉTAT CONTRE LES LYCÉENS

- Retour sur la journée du mardi 18 octobre

Les médias nationaux ont beaucoup parlé de la répression qui a touché les lycéens de Nanterre, en région parisienne, la semaine dernière. Celle qui a visé la jeunesse nazairienne le jour de la grève générale du 18 octobre n'a, quant à elle, eu aucun écho.

À Saint-Nazaire, la Cité Scolaire de la ville, construite après guerre, est l'un des plus grands ensembles d'enseignement de France, comptant plus de 3500 élèves, combinant lycée professionnel et général. Ce jour de lutte, le lycée Aristide Briand était bloqué au petit matin. Les élèves manifestaient ainsi leur solidarité avec les grévistes et portaient leurs propres revendications, dans un contexte de plus en plus sombre pour la jeunesse.

À 7h30, ils recevaient déjà des grenades lacrymogènes. Et cela va durer des heures : la police va tirer un très grand nombre de munitions sur les lycéens pendant toute la journée. En réponse, les jeunes vont tenter de garder la rue. Une barricade sera allumée le long de la route en fin de matinée.

Autour de midi, la police lance des charges pour arrêter des adolescents. Sur Instagram, un jeune de 16 ans raconte qu'il est tombé dans une « embuscade » policière. Cerné, il est plaqué au sol : « un flic m'écrase la tête en me

gueulant "arrête de faire le malin !" » À côté, son ami se fait arrêter également, avec « un flashball braqué à 2 mètres de lui ». La police les accuse d'avoir jeté des cailloux. « Ils me mettent en cellule, un type avait gerbé sur les murs, quelqu'un avait balancé de la bouffe sur les caméras, ça sentait la pisse ». Dans le couloir, il est humilié sur la couleur rousse de ses cheveux, un policier le fixe, touche son pistolet et lui dit « j'espère que tu passeras la nuit ici, toi ». Ce lycéen ne sortira qu'après 24h en cellule, mercredi midi. « Et encore je n'ai rien vécu comparé à certains » explique-t-il.

Selon la presse locale, au moins 11 mineurs ont été mis en garde à vue mardi à Saint-Nazaire. La situation ne s'est partiellement calmée que lorsque des syndicalistes sont venus soutenir les lycéens et s'interposer pour faire cesser les tirs. Mais de nombreuses personnes ont été blessée par des LBD au cours de la journée. Des photos de corps de lycéens marqués par des impacts de balles en caoutchouc circulent sur les réseaux sociaux.

Le syndicat CGT des territoriaux de Saint-Nazaire explique qu'un de ses militant rejoignait « pacifiquement avec sa chasuble CGT le rassemblement » devant le lycée Aristide Briand, lorsqu'il a « reçu un tir de Flash-Ball dans l'arrière de la cuisse. » La police jouait au ball-trap sur tout ce qui passait. Une compagnie venue de Nantes a même été envoyée « en renfort ».

Pour autant, dans ce bastion ouvrier qu'est Saint-Nazaire, la journée de grève a été éclatée, avec des AG séparées dans la ville et pas de manifestation dans le centre. D'où un certain sentiment d'impuissance. Les modalités de lutte très timides décidées par les directions syndicales n'ont même pas empêché la répression de se déchaîner sur des mineurs. Partout, c'est la jeunesse qui subit la répression en première ligne. La police va-t-elle continuer à attaquer impunément la jeunesse en lutte sans réaction ?

Le récit du lycéen en garde à vue : https://www.instagram.com/salut_cest_moi_pumpkisaac/

Le récit de nos collègues du média Tous dehors : <https://tousdehors.net/Jour-de-greve-a-Saint-Nazaire>

Les images de blessures au LBD par BKNM : <https://twitter.com/MNKB44/status/1582830928828993536>



Chronique du système policier français : fichage d'enfants, entraînement policier dès l'école, grévistes traités en terroristes, puni pour des idées, gaz et LBD contre les lycéens, morts pour refus d'obtempérer En procès après avoir été criblé de balles par la police

CRIBLÉ DE BALLE PAR LA POLICE, NORDINE RISQUE 4 ANS DE PRISON POUR REFUS D'OBTEMPERER !

► Violences d'État et inversion accusatoire : la victime sur le banc des accusés

La scène, terrifiante, a été filmée par un automobiliste le 16 août 2021. On y voit un groupe d'individus armés, sans signes distinctifs particuliers, dégainer et tirer de nombreuses balles sur un véhicule. Il s'agit d'agents de la BAC, qui intervenaient sans brassard ni aucun élément attestant de leur fonction de policiers, pour contrôler un véhicule. Nordine est criblé d'impacts. 6 balles policières dans le corps. Sur les images, les tirs continuent alors que le véhicule est totalement arrêté. 90 jours d'ITT, des séquelles lourdes, une vie en suspens.

Dans la même voiture, sa compagne, Merryl, 39 ans, reçoit une balle dans l'omoplate gauche. Sa rate est explosée, le lobe du poumon perforé et plusieurs de ses côtes sont fracturées. Elle passe 30 jours à l'hôpital, où elle subit plusieurs opérations. Les deux frôlent la mort.

Pourtant, mercredi 11 octobre 2022, c'est Nordine, la victime, qui était jugé en appel pour « tentative d'homicide sur personne dépositaire de l'autorité publique ». À l'audience, les policiers tireurs ont accusé Nordine et plaident la légitime défense pour justifier leur acte. Pourtant, ils n'ont eu, en guise de blessures constatées, qu'une cheville tordue et quelques bleus. Un des agents s'était blessé en montant sur le véhicule.

Revenons en arrière. Alors qu'il venait d'être blessé été 2021, Nordine était passé une première fois en comparution immédiate, puis placé sous contrôle judiciaire alors que son état de santé était très dégradé. En février dernier, il était jugé en première instance pour « violences sur personnes dépositaires de l'ordre public » : deux ans de prison ferme et à 15 000 euros d'amende. Une peine hallucinante, alors que l'enquête sur les tirs de la police n'avait, elle, toujours pas avancé.

Nordine avait été emprisonné sur le champ dans des conditions inhumaines. Il faisait appel de la décision de justice, et obtenait une libération pour raisons médicales : « J'avais des blessures profondes à cause des balles, j'étais censé prendre des douches à base de bétadine, ainsi que des anticoagulants et des anti-douleurs mais je n'ai eu le droit à rien de tout cela. »

C'est donc dans le cadre de cet acharnement judiciaire atroce qu'un nouveau procès a lieu le 11 octobre. Au tribunal, de nombreux soutiens de Nordine ont été empêchés d'entrer. Encore plus grave, les magistrats ont refusé de verser au dossier une enquête précise, reconstituant l'évènement en 3 dimensions, réalisée par l'ONG Index. Il faut dire que la vidéo recoupant le déroulé des faits est accablante et ne laisse aucune place au doute : c'est une tentative d'exécution par des individus armés sans brassards.

L'audience aura duré six heures éprouvantes. Le procureur demande une peine encore plus lourde qu'en première instance : quatre ans de prison ferme et de 20.000 euros d'amende ainsi que cinq ans d'interdiction de conduite. Le délibéré aura lieu le 29 octobre prochain. Cette affaire est un condensé de l'horreur policière et judiciaire qui règne en France. Permis de tuer pour les policiers. Harcèlement judiciaire pour celles et ceux qui subissent leur violence.

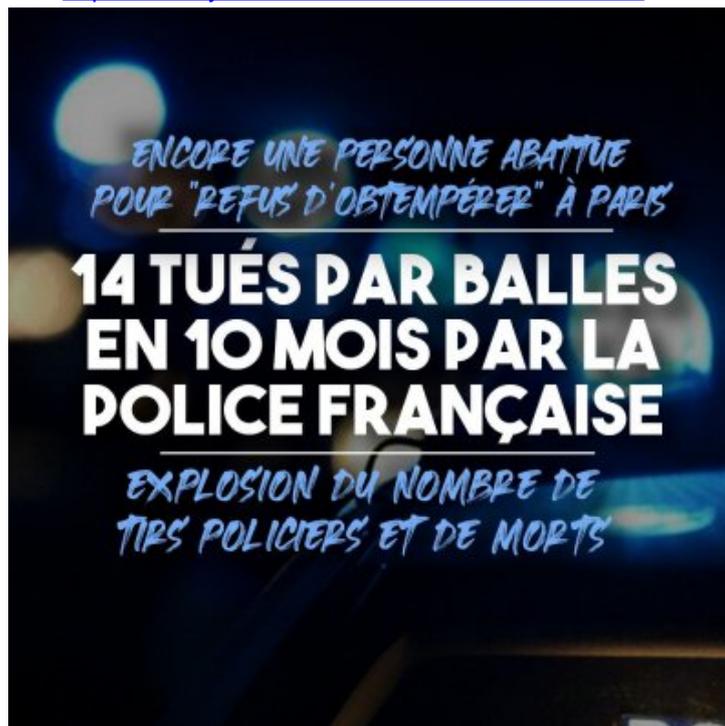
Ces derniers mois, pas moins de onze personnes ont été tuées par balles par la police pour « refus d'obtempérer » en France. Un bilan unique en Europe. Parmi les défunts, plusieurs passagers de véhicules, victimes collatérales de la militarisation policière.

► Le compte rendu d'audience par Street Press :

<https://www.streetpress.com/sujet/1665569650-stains-quatre-ans-prison-contre-nordine-grievement-blesse-police-ref>

[us-obtemperer-justice-violences](#)

- ▶ La reconstitution de INDEX : <https://www.youtube.com/watch?v=1L2V9MI9Hi0>



Chronique du système policier français : fichage d'enfants, entraînement policier dès l'école, grévistes traités en terroristes, puni pour des idées, gaz et LBD contre les lycéens, morts pour refus d'obtempérer
Refus d'obtempérer = peine de mort administrée par la police ?

« REFUS D'OBTEMPÉRER » : 14ÈME MORT PAR BALLE PAR LA POLICE EN 10 MOIS

Un policier qui dégaine son arme contre une voiture. Une personne qui meurt. La scène devient malheureusement courante en France. Des agents de police ont tiré sur un conducteur ce vendredi 14 octobre 2022 au soir dans le XI^e arrondissement de Paris après un refus d'obtempérer selon les autorités. Il y avait trois personnes dans la voiture, le chauffeur est décédé.

Ces drames se multiplient. En seulement 10 mois, c'est le 14^e décès par balle par la police lors d'un « refus d'obtempérer ». 14 morts en 10 mois, une véritable explosion.

Le soir du second tour de la Présidentielle, en avril, au cœur de Paris, un policier dégaine un fusil d'assaut. Une arme de guerre extrêmement puissante, en principe réservée aux situations antiterroristes. La menace ? Un refus d'obtempérer. L'agent tire une rafale de munitions de mitrailleuse sur le véhicule. Deux frères sont tués sur le coup. Un troisième homme, passager, est gravement blessé. Les balles ont été tirées dos au véhicule. Un témoin confirmera qu'il n'y avait aucun danger. Une exécution sommaire.

Le 4 juin, des policiers à vélo tirent une dizaine de munitions sur une voiture en pleine rue, en plein jour à Paris. Au milieu des passants. La jeune passagère, Rayana, meurt d'une balle en pleine tête. Le conducteur est gravement blessé. Une jeune femme a été tuée parce qu'elle était assise là. Elle rentrait de soirée.

Le 6 septembre dernier à Rennes. Un véhicule suspecté de transporter de la drogue ne s'est pas arrêté. Et c'est la

passagère du véhicule, une jeune femme de 22 ans, qui a été tuée par balle. Une « victime collatérale » de la violence d'État de plus qui perd la vie. Le conducteur, lui, a été blessé au bras et interpellé.

Fin septembre, une balle tirée par un policier pour « refus d'obtempérer » finit dans la fenêtre d'un bus RATP, heureusement sans faire de mort.

Et ce ne sont que quelques exemples parmi de nombreux autres d'une police en roue libre. En 2017, le Parti Socialiste a voté, sous la pression de syndicats policiers d'extrême droite, une « extension » du principe de présomption de légitime défense. Étendant le permis de tuer aux voitures en fuite, notamment. L'effet a été immédiat : une explosion des tirs et des morts.

Ces décès sont liés à la militarisation rapide de la police française et à l'extrême banalisation du fait de tirer. Le simple fait de dégainer, rarissime il y a encore 10 ans, est devenu courant. Appuyer sur la gâchette n'effraie plus la police.

Cette explosion de décès se justifie-t-elle parce que la dangerosité augmente ? Même pas. Le nombre d'agents morts en exercice n'a pas cessé de baisser. Les spécialistes estiment que « sur 30 ans, le risque de décès pour un policier a été divisé par 3 », passant de plus de 30 par an dans les années 1980 et 1990 à une dizaine, voire moins aujourd'hui. Aujourd'hui, la police tue beaucoup plus qu'elle n'est elle-même victime. C'est bien l'insécurité causée par la police qui augmente. Et la population qui paie.

Combien de morts faudra-t-il pour désarmer la police ?

à€" -

La liste des tués par Désarmons, avant le décès de ce vendredi :

<https://twitter.com/Desarmons/status/1569670572782534656>



Chronique du système policier français : fichage d'enfants, entraînement policier dès l'école, grévistes traités en terroristes, puni pour des idées, gaz et LBD contre les lycéens, morts pour refus d'obtempérer Les anglais horrifiés par les brutalités de la police au stade de France

ic RÉPRESSION DE SUPPORTERS ANGLAIS : « UNE AGRESSION CRIMINELLE » SELON UN RAPPORT

► Nos voisins horrifiés par la violence ordinaire de la police française

Les faits avaient eu lieu le 28 mai dernier, en pleine période électorale, lors de la finale de la Ligue des Champions au Stade de France. La police française avait bloqué sans raison pendant des heures des milliers de supporters de Liverpool. Puis avait chargé et gazé tout le monde, enfants compris, provoquant des moments de panique et de détresse.

Une répression aveugle, répétée, absurde et violente. La police française avait même chargé d'autres supporters anglais plus tard dans la soirée, dans le centre de Paris. Les images avaient provoqué un scandale mondial et même une crise diplomatique. Gérald Darmanin, le ministre de l'Intérieur, avait menti à plusieurs reprises, inventant notamment « 40.000 faux billets » chez les supporters. Cet homme est hors du commun : il avait réussi à réconcilier les anglais et les français, un événement qui n'arrive qu'une fois par siècle en moyenne. Des deux côtés de la Manche, tout le monde est d'accord pour dire que c'est un petit agresseur arrogant, incompetent et menteur.

Un rapport indépendant est paru le 17 octobre en Angleterre, rédigé par le professeur de Droit de la Queen's University à Belfast, Phil Scraton, qui avait déjà dirigé une enquête après la catastrophe d'Hillsborough en 1989, qui avait coûté la vie à 97 supporters de Liverpool après des mouvements de foule. Il estime que la façon dont la police française a traité les supporters relève d'une « agression criminelle ».

Le rapport fait la liste des comportements violents et arbitraires des forces de l'ordre contre les supporters : « Les charges continues et aléatoires de la police sur les supporters et l'utilisation de gaz lacrymogène injustifiée sur des hommes, des femmes et des enfants coincés dans des espaces très exigus, étaient un comportement inconscient et dangereux. Cela constitue une agression criminelle ». Il revient aussi sur « l'incapacité continue à gérer la foule » de la police française, qui « a sérieusement mis en danger la santé et le bien-être des supporters ».

« Il est difficile de comprendre l'enchaînement des événements qui constitue un tel désastre, laissant tant de personnes blessées physiquement, psychologiquement choquées et financièrement lésées. »

Ça promet pour les JO 2024 et autres grands événements sportifs ! La police française, ultra-violente, la plus armée d'Europe, ne sait même pas gérer un événement sans tabasser les gens. C'est une profession impunie et radicalisée qui ne connaît que la violence. Lors du match au Stade de France, l'extrême droite avait tenté de détourner l'attention en parlant des vols et des agressions commises contre des supporters. Mais d'une certaine manière, c'est encore pire ! Cela veut dire que non seulement les policiers français sont incapables de protéger des spectateurs, ce qui est la base de leur métier en principe, mais qu'en plus ils les tabassent et les gazent !

Les flics français ont pris l'habitude de violenter tout le monde, gratuitement et sans aucune conséquence. Mais chez les anglais, les vidéos d'agents cagoulés et armés qui gazent des enfants pour rien, ça choque énormément. En France, nous nous sommes habitués à des scènes gravissimes.

D'ailleurs l'épisode du Stade de France n'est qu'une goutte d'eau dans le palmarès de la police française. Ces dernières années nous avons vu une main arrachée lors d'une fête de la musique, une grand-mère piétinée alors qu'elle tenait un drapeau synonyme de paix dans une manif, un jeune homme noyé dans la Loire, du sang sur les trottoirs le long des manifestations, des soignant-es frappé-es et des yeux arrachés. Nous avons vu un père de famille mourir sous le poids de policiers, de Darmanin qui ose déclarer juste après : « quand j'entends le mot violences policières je m'étouffe ». Et cela n'est qu'un minuscule échantillon de l'horreur quotidienne que nous imposent le Ministère de l'Intérieur et ses agents. **Si les faits du stade de France sont bien une « agression criminelle », comment qualifier tout le reste ?**

(posts de Contre Attaque)

Les services anti-terroristes mobilisés pour mater les grévistes

L'an dernier, pendant plus de 4 mois, des salariés de l'entreprise publique Réseau Transport Électricité ont fait une grève pour obtenir une petite augmentation salariale. Après avoir laissé le conflit s'enliser, puis refusé cette augmentation, et a procédé à des mises à pied, jusque là, un cas tristement banal.

Mais c'est la suite des événements qui est choquante et presque inédite : Suite à cette grève, la direction décide de porter plainte contre X, et le 4 octobre 2022, 4 salariés sont arrêtés à leur domicile, menottés, perquisitionnés, accusés devant leur famille de "Cyber terrorisme en bande organisés" et emmenés à la Direction Générale de la Sécurité Intérieure, pour une garde à vue de 96 heures. La CGT dénonce "Un traitement réservé aux terroristes présumés".

Que s'est-il vraiment passé ? Pourquoi la DGSJ se retrouve mêlée à un mouvement de grève au sein d'une entreprise publique ?

Explications de Francis Casanova, Délégué syndical central CGT RTE.

- ▶ Vidéo : <https://fb.watch/g8YXkortdb/>
(post de BLAST)

Suicide d'un gréviste

« Nous avons appris la mort de Mathieu Poli, électricien de 29 ans. Ce salarié de RTE dans le Groupe Maintenance Réseau d'Anjou s'est donné la mort. "Comme de très nombreux collègues du GMR de l'ouest, il avait participé aux trois mois de grève pour gagner une revalorisation de 5% des salaires et une révision des reconnaissances de qualification. (...) Il avait été le premier à être convoqué au commissariat d'Angers le mercredi 7 septembre à la suite d'une action de grève le 2 juin. Comme d'autres collègues convoqués, Mathieu avait très mal vécu cette période de mépris, d'humiliation puis de répression en tout genre."

Face à cette histoire dramatique, qui frappe un travailleur en lutte pour son salaire, victime de la répression d'État, nos pensées vont à ses proches, sa famille et ses camarades de la CGT Énergie 49. En ce mardi 18 octobre de grève interprofessionnelle pour des augmentations de salaires, des hommages lui ont été rendus sur les piquets de grève et dans les manifestations.

Bérenger Cernon, cheminot et syndicaliste CGT, a tenu à lui rendre hommage : "Il fait partie des militants de la CGT qui ont lutté notamment pour passer en heures creuses certains usagers de l'électricité pour qu'ils payent moins cher et pour montrer à l'entreprise que les bénéfices ça suffit. [...] Je lui dédie cette AG parce que ce courage, il faut l'avoir. Parce qu'en face on a des pourritures, on a des gens qui ne veulent rien entendre et qui bloquent tout."

Le suicide de Mathieu Poli survient dans un contexte de répression anti-grève menée par le gouvernement à l'encontre des salariés de RTE, entreprise stratégique puisqu'elle est gestionnaire du réseau public de transport d'électricité haute tension en France. Une répression qui a récemment conduit à ce que quatre salariés de l'entreprise soient placés en garde à vue le 4 octobre dernier au siège de la DGSJ à Levallois-Perret au nom de "la lutte contre le terrorisme". Une offensive contre les grévistes qui a pour but "de terroriser les salariés, et de faire en sorte qu'à l'avenir il n'y ait plus aucune action de grève qui soit entreprise et qu'il n'y ait pas de mouvement de contestation sociale."

Après ce jour de grève pour des augmentations de salaires et pour les libertés syndicales, celle qu'ont menée Mathieu Poli et ses collègues au printemps dernier résonne de façon particulière et trouve un prolongement sur la scène nationale. Nous lui rendons hommage ce soir, et réaffirmons que le combat de Mathieu et des salariés de RTE contre la répression est aussi le nôtre. Nous ferons vivre son souvenir sur nos piquets de grève et dans nos manifestations. »

- ▶ Source : <https://www.revolutionpermanente.fr/Il-s-appelait-Mathieu-Poli-Un-ex-greviste-de-RTE-reprime-par-l-Etat-met-fin-a-se-s-jours>